

Le scrutin catalan n'a pas éclairci la situation

Espagne Les positions des indépendantistes et de Madrid sont inconciliables. Pour l'instant.

Décryptage François Musseau
Correspondance particulière à Madrid
et François-Xavier Gomez

Au-delà des interprétations diverses à l'issue des législatives catalanes de dimanche, il est indéniable qu'un événement d'envergure s'est produit : la nette victoire des indépendantistes secoue l'Espagne et exige, à terme, une remise en cause des positions intransigeantes des deux camps – les partisans minoritaires d'une sécession et les tenants, bien plus nombreux, de l'intégrité territoriale du pays. Cinq enseignements peuvent être tirés du "coup-de-poing".

1 Un triomphe séparatiste contesté

On s'attendait à ce qu'"indépendantistes" et "espagnolistes" interprètent différemment les résultats, mais pas à ce qu'ils en tirent des conclusions opposées. Or, à écouter les leaders des forces respectives et à observer leurs médias "amis", on constate un abîme d'incompréhension. Du côté de Madrid et des mouvements catalans anti-indépendance, on bombe le torse. Le chef du gouvernement central, Mariano Rajoy, s'est targué de ce que *"le plébiscite des séparatistes a lamentablement échoué"*. Le leader de l'opposition socialiste Pedro Sanchez a, lui, évoqué un *"net message de désapprobation adressé de façon massive"*. La presse leur a allègrement emboîté le pas, à l'instar d'"El Mundo" titrant : *"La majorité des Catalans dit non à l'indépendance"*. En face, les sécessionnistes évoquent un triomphe historique qui, aux dires du chef de l'exécutif régional Artur Mas, constitue un *"feu vert explicite pour poursuivre le chemin vers la séparation"*.

Si chacun voit midi à sa porte, c'est bien sûr parce que les résultats s'y prêtent : les listes indépendantistes Junts pel Si (Ensemble pour le Oui) et CUP l'emportent en sièges (72 sur 135), mais pas en suffrages exprimés (47,8 % contre 52,2 % pour les antisécession). C'est aussi parce que chaque camp y trouve son compte : Les uns tentent de se rassurer en affirmant que les sépara-

tistes ont perdu toute légitimité; les autres pavoisent, répétant que le processus enclenché est *"désormais inarrêtable"*. *"A l'arrivée, résume le politologue Enrique Gil Calvo, c'est un dialogue de sourds entre deux camps autistes"*.

2 Une situation d'instabilité. Si les séparatistes ont de bonnes raisons de se sentir renforcés – dans une législative, seul prévaut le résultat en sièges, non en suffrages –, les circonstances ne leur sont pas si favorables qu'ils veulent le faire croire. Certes, le taux de participation sans précédent (environ 75 %) accroît le poids du message des urnes. Mais, comme le reconnaît le quotidien catalan *"La Vanguardia"*, on peut parler de plébiscite lorsqu'il s'agit de voter pour pour *"un homme, un projet"*, pas pour un parti ou une liste. Le nouveau Parlement, constitué d'ici le 27 octobre, sera sans aucun doute dominé par les élus de Junts pel Si, un patchwork de partis et de collectifs hétéroclites, sans que personne sache aujourd'hui qui sera Premier ministre.

Le choix naturel, celui d'Artur Mas, qui depuis 2012 se positionne comme le *"Moïse catalan"*, n'est pas du goût de ses compagnons de route, plus jeunes, et non contaminés comme lui par des scandales de corruption – le parti CDC de Mas est accusé d'avoir touché 3 % de commissions de plusieurs sociétés pendant des décennies.

L'affaire se corse encore lorsqu'on sait que la majorité absolue des indépendantistes dépend de la CUP (10 sièges), un mouvement de gauche radicale. *"La CUP est un collectif antisystème et anticapitaliste qui déteste Arthur Mas, un représentant de la bourgeoisie barcelonaise"*, souligne le chroniqueur Enric Juliana. *"Cette alliance contre-nature seulement cimentée par une stratégie séparatiste doit voler en éclats. Reste à savoir quand."*

3 Un futur immédiat incertain. Personne ne sait réellement ce qui va se passer dans les semaines à venir. La coalition indépendantiste, appelée à gouverner, va-t-elle mettre en pratique ses *"promesses"* d'un progressif transfert de souveraineté (agence fiscale, tribunaux, ambassades...) de Madrid vers Barcelone, et accentuer le conflit ? Ou bien les deux camps exploreront-ils des chemins de dialogue permettant une solution négociée ? Il semble que

d'ici les élections générales espagnoles prévues à la mi-décembre, Mariano Rajoy n'entreprendra aucune initiative de rapprochement. Il faudra donc attendre l'arrivée d'un nouvel exécutif à Madrid pour, début janvier, pour voir si un nouveau panorama se dessine. *"Ce qui est certain, éditorialise El País, c'est que Madrid ne peut plus se contenter de*

réponses judiciaires; les autorités centrales ont le devoir impérieux d'admettre qu'elles sont confrontées à un problème politique d'envergure et qu'il faut dialoguer".

Jusqu'alors, en effet, le gouvernement Rajoy s'est cantonné à des arguments et à des menaces liés à *"la rupture de la légalité"*. Début septembre, le Parti populaire (droite conservatrice) au pouvoir a fait voter une loi express permettant au

Tribunal suprême de recourir à l'article 155 de la Constitution pour *"suspendre"* l'autonomie catalane : le chef de l'exécutif régional serait démis de ses fonctions et la région pilotée depuis Madrid. Une perspective qui, à Barcelone, provoque une indignation ultramajoritaire. L'écrivain catalan antiséparatiste Arcadi Espada n'y trouve cependant rien à redire : *"Pour l'instant, ce sont les*

autorités catalanes qui, en plus de manipuler les médias, se comportent de façon insurrectionnelle en foulant au pied les règles de l'état de droit. Le pouvoir espagnol ne doit pas se laisser faire".

4 Une "troisième voie" nécessaire ?

La plupart des observateurs s'accordent sur un point : tant le jusqu'au-boutisme sécessionniste que l'immobilisme de Madrid, mènent à des impasses. La seule solution serait de trouver une troisième voie satisfaisant les deux parties. Le parti socialiste, et singulièrement l'ancien chef du gouvernement Felipe Gonzalez, s'est fait le porte-drapeau d'une option alternative : si une grande partie des Catalans se trouve à l'étroit dans le corset espagnol, il faut réformer le pays dans un sens plus fédéral (sur le modèle de l'Allemagne, de la Belgique ou de la Suisse) et accorder à certaines régions des prérogatives bien plus larges. Ce week-end, le chef de l'exécutif basque Iñigo Urkullu a abondé dans ce sens : *"Nous aussi voulons être officiellement reconnus comme une nation. Tant que ce pays n'aura pas accepté d'être une nation de nations, un grave problème demeurera"*. A Barcelone, prenant les exemples écossais et québécois, on fait aussi valoir qu'aucune solution ne pourra poindre tant qu'un référendum ne sera pas concerté avec Madrid : 80 % des 7,5 millions de Catalans sont favorables au *dret a decidir* (droit de décider), ainsi que 90 députés (sur 135) élus dimanche. Quel que

soit l'avenir proche, beaucoup se disent pessimistes, comme l'écrivain Jorge Reverte : "La société catalane est fracturée en deux communautés aussi nombreuses l'une que l'autre. Des légitimités et des sensibilités opposées ont érigé des murs. Le conflit est profond. Raccorder cette déchirure prendra beaucoup de temps".

5 Quelle place dans l'Union européenne ? A l'automne 2012, Artur Mas a étendu son offensive "souverainiste" au terrain européen. Le lobbying est aujourd'hui piloté par Amadeu Altafaj, ancien journaliste et ex-fonctionnaire de la Commission européenne – il fut notamment le porte-parole de Louis

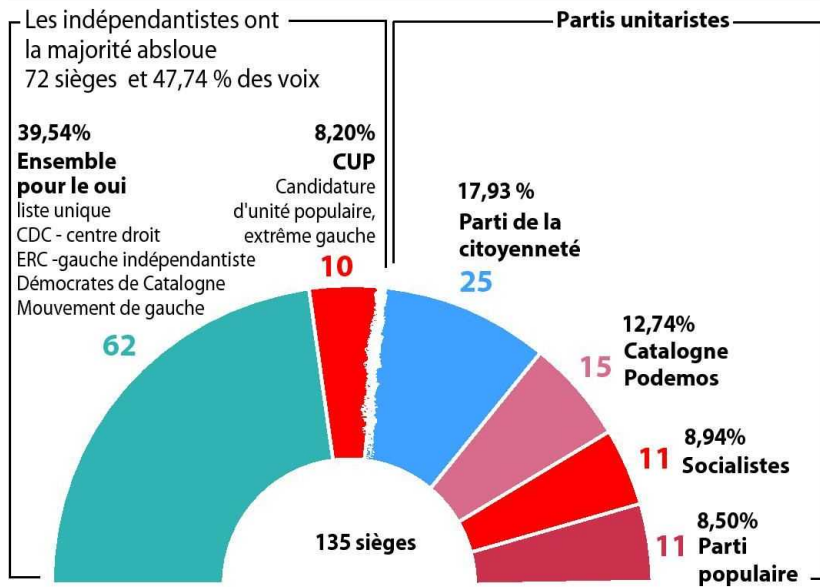
Michel, quand le Belge était commissaire au Développement et à l'Aide humanitaire, puis du commissaire aux Affaires économiques et financières Olli Rehn, au plus fort de la crise de l'euro. Amadeu Altafaj est depuis début 2015 représentant permanent de sa région auprès de l'Union. Lors de la campagne, il a répété à l'envi que la sécession n'impliquait nullement une sortie de l'UE et de la zone euro, mais il est démenti par les principaux leaders (l'Allemande Merkel, le Britannique Cameron) et par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker. Une Catalogne souveraine devrait attendre quelques années avant de demander son adhésion, qui

ne serait validée que par un vote unanime des Vingt-huit. Espagne comprise. **©Libération**

**Les
indépendantistes
catalans
et les unitaristes
tirent chacun
des conclusions
opposées
des résultats
de l'élection.**

Le nouveau parlement de Catalogne

Résultats définitifs



Source : Gouvernement catalan

IPM Graphics